Cayenne le mardi 5 juin 2012

Monsieur le Président de la République,

Nombreux ont été les auditeurs attentifs à votre discours du 14 mai 2012, concernant les perspectives générales sur l'Éducation pour votre mandat. Notre académie, certes lointaine, y fut particulièrement attentive, trouvant en vos paroles l'espoir de voir de nombreuses situations s'améliorer et notre système éducatif enfin bénéficier de la continuité de la qualité du service public.

En effet, beaucoup de personnels, d'élèves, de familles, attendent de l'Etat la mise en place réelle d'une « justice entre les territoires » et de « l'intégration de tous » au sein de l'école de la République.

Monsieur le Président, en Guyane 25% des enseignants sont non titulaires et ne peuvent bénéficier d'une formation diversifiée ou approfondie.

En Guyane, seulement 66% des enfants de 3 ans sont scolarisés en maternelle alors que la scolarisation au premier âge est un fort vecteur de réussite scolaire pour les populations non-francophones (100% pour la métropole).

En Guyane, 8% des enfants de 3 à 16 ans ne sont pas scolarisés.

En Guyane, seulement 28% des élèves de CM2 maîtrisent les compétences de base en français.

En Guyane, pour 1000 élèves du secondaire on compte 85 enseignants, contre 93 en moyenne sur le territoire métropolitain.

En Guyane les moyens et structures d'orientation, d'accompagnement social et au handicap font cruellement défaut.

En Guyane, le pourcentage de réussite au baccalauréat fut en 2010 de 67,3%, contre 85% pour toute la France.

En Guyane, 42,7% des jeunes de 18 à 24 ans sont sortis de l'école sans diplôme ou au mieux avec le DNB (chiffres de 2007).

Tout cela alors que dans notre région les effectifs scolaires explosent (+3,7% d'augmentation). L'essor démographique, source de développement pour notre territoire si longtemps sous peuplé, n'est pas assez accompagné pour que tous les enfants de Guyane puissent trouver et construire leur place dans la société de demain.

Depuis trop longtemps notre académie n'a eu pour toute gestion qu'un colmatage au fur et à mesure des pénuries les plus graves : d'où le piètre état des établissements scolaires, l'absence de mise en place de la demi pension, le manque de RASED, de CLIN, de CLAD, d'infirmières, de psychologues et de médecins scolaires. Même si 60% des effectifs sont scolarisés en éducation prioritaire, dans les faits tout manque.

Cette politique attentiste a longtemps enfermé notre académie dans la négation de ses problèmes spécifiques et nous souhaitons attirer votre attention sur la richesse de notre territoire, de nos langues, de nos cultures restées à la marge des projets académiques. Il est grand temps pour notre école de :

- Lancer un plan de titularisation et de formation locale des enseignants ;
- Instaurer une vraie politique d'éducation prioritaire avec une adaptation des programmes correspondant à la réalité et à l'environnement de la Guyane, de multiplier les Intervenants en Langue Maternelle, de mettre en place une autre carte de l'enseignement des langues afin que notre situation géographique soit celle d'un pont entre le monde sud américain et la France, et non plus celle d'une enclave ;
- Revaloriser de la filière CAP et l'adapter aux élèves les plus en difficultés ;
- Apporter un soutien aux collectivités locales pour la construction d'infrastructures et le recrutement de personnel d'encadrement social, sanitaire et scolaire ;
- Créer un vrai pôle universitaire de plein exercice en Guyane permettant aux jeunes de poursuivre leurs études sur le territoire, de restaurer l'IUFM et d'arrêter la masterisation pour favoriser la formation des enseignants qui font cruellement défaut sur le territoire.

Damien DAVY,

SUD Education Guyane.

Martine NIVOIX

SGEN-CFDT-CDTG.

Michelle COUETA

STEG-UTG.

Fabienne ROCHAT

SNUIPP Guyane.

Sonia ARNAUD

SNETAA-FO.

Copie : Ministre de l'Education Nationale, Préfet de Guyane, Recteur de l'Académie de Guyane